

# France: Services de réparation et d'entretien d'appareils de mesure, d'essai et de contrôle Prestations de métrologie et de maintenance de parcs d'équipements de mesure multi-domaines, y compris les activités de soutien associées

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

## 1 Acheteur

---

### 1.1 Acheteur

*Nom officiel:* COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - GRAMAT

*Forme juridique de l'acheteur:* Organisme de droit public

*Activité du pouvoir adjudicateur:* Enseignement

## 2 Procédure

---

### 2.1 Procédure

*Titre:* Prestations de métrologie et de maintenance de parcs d'équipements de mesure multi-domaines, y compris les activités de soutien associées

*Description:* Accord-cadre mono-attribué sur bons de commande et marchés subséquents. Durée de 19 mois fermes (dont 1 mois optionnel, concomitant à la phase opérationnelle, de réversibilité sortante). Les prestations attendues sont regroupées sous 3 natures : - 1. métrologie : opérations préliminaires à caractère préventif, opérations d'étalonnage ou de vérification, éventuellement opérations d'ajustage suivies d'une nouvelle opération de vérification, - 2. maintenance préventive et corrective, - 3. soutien organisationnel par le chargé d'affaire ou le technicien sur site : a) planification prévisionnelle, organisation sécurité, réceptions des demandes en coordination avec le gestionnaire de marché, b) Prise en charge des matériels sur le site du CEA Gramat, c) Logistique pour la navette hebdomadaire et pour des envois spécifiques sur d'autres sites CEA DAM, d) Emission de bordereaux de sortie, préparation des navettes hebdomadaires, gestion du retour du matériel et mise à jour de l'état des prestations réalisées sur nos outils informatiques, prestations de gestion du parc, e) suivi du matériel et des actions chez le constructeur, reporting de l'avancement de la prestation. Les principaux domaines techniques concernés sont, par quantité de prestations décroissante: électricité/magnétisme, temps/fréquence, optique-/ radiométrie-photométrie, dimensionnel, masse/poids, pression/débit, radioprotection, force/couple, accélération, température/hygrométrie, rayonnements ionisants, acoustique. La volumétrie estimée des prestations est d'environ 1200 opérations annuelles. Les prestations incluent en outre la réalisation d'opérations de métrologie et de maintenance sur des chaînes de mesures à poste sur site. Information complémentaire : 1. L'accréditation COFRAC est exigée dans le domaines suivant : temps-fréquence. 2. Certains travaux et/ou prestations de l'accord-cadre sont susceptibles d'être soumis aux règles relatives au contrôle des exportations nationales, européennes ou internationales y compris la réglementation américaine International Traffic in Arms Regulations « ITAR ». Le montant de l'accord-cadre est plafonné à 800 000 € HT.

*Identifiant de la procédure:* 1ad8ded7-9330-43a6-ab0f-1eb364b79eb0

*Type de procédure:* Négociée avec publication préalable d'un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

*La procédure est accélérée:* non

#### 2.1.1 Objet

*Nature du marché:* Services

*Nomenclature principale (cpv):* 50410000 Services de réparation et d'entretien d'appareils de mesure, d'essai et de contrôle

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

*Adresse postale:* COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - Direction des applications militaires - Centre de Gramat 3 543 avenue André Malraux - BP 80200

*Ville:* Gramat

*Code postal:* 46500

*Subdivision pays (NUTS):* Lot (FRJ25)

*Pays:* France

*Informations complémentaires:* Gramat 46500 - Département du Lot

#### **2.1.4 Informations générales**

*Base juridique:*

Directive 2009/81/CE

#### **2.1.6 Motifs d'exclusion**

*Sources des motifs d'exclusion:* Avis

Motifs d'exclusion purement nationaux: Les cas d'exclusion de la procédure sont prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique. Pour plus d'information, les opérateurs économiques sont invités à consulter les fiches techniques « Présentation des candidatures », « Examen des candidatures » et « Les exclusions de plein droit de la procédure prévues dans la réglementation de la commande publique – tableau d'information » disponibles sur le site internet de la DAJ ( <http://www.economie.gouv.fr/daj/conseil-acheteurs-fiches-techniques> ).

### **5 Lot**

---

#### **5.1 Identifiant technique du lot: LOT-0001**

*Titre:* Prestations de métrologie et de maintenance de parcs d'équipements de mesure multi-domaines, y compris les activités de soutien associées du CEA Gramat

*Description:* Cf. supra Pour information, le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans le dossier de consultation des entreprises.

##### **5.1.1 Objet**

*Nature du marché:* Services

*Nomenclature principale (cpv):* 50410000 Services de réparation et d'entretien d'appareils de mesure, d'essai et de contrôle

##### **5.1.2 Lieu d'exécution**

*Subdivision pays (NUTS):* Lot (FRJ25)

*Pays:* France

*Informations complémentaires:* La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Toutefois, s'agissant d'une procédure restreinte, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. En effet, seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre technique et financière. 1/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES 1.1 / Afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner. 1.2 / Documents DR : Les documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions

de l'IGI 1300 du 9.08.2021. 1.3/ Le présent avis, le règlement de consultation, l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR et la partie du DCE non DR sont à retirer sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. 2/ REMISE DES CANDIDATURES La candidature contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché. Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté. Les candidatures peuvent être remises soit par voie électronique, soit par courrier. 2.1/ Formalisme pour la remise de la candidature par voie électronique : a) Afin de répondre de façon électronique, les candidats doivent déposer leur candidature sur la plateforme de dématérialisation des marchés (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en suivant les étapes décrites dans le guide d'utilisation en ligne (rubrique "aide"). b) Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. c) Envoi par le candidat de plusieurs réponses électroniques à un même avis de marché : le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue ; les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet à chaque réponse, dans les délais impartis. 2.2/ Formalisme spécifique à la remise de candidature par courrier : La candidature sera établie en 2 exemplaires (1 original et 1 copie) et un support électronique sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure indique ; CENTRE DAM GRAMAT À l'attention de SG/BACO « B25-07888 / NE PAS OUVRIR » Route de Reilhac 46500 GRAMAT L'enveloppe intérieure comporte la mention « B25-07888 » et la dénomination sociale du soumissionnaire. La remise de cette double enveloppe se fait : \*par courrier recommandé, \*ou par envoi coursier, le pli doit être déposé à l'adresse indiquée ci-dessus (entre 9h et 16h à la réception du centre) \*dans le respect de la date et heure de remise des candidatures (telles que définies par le présent avis). En cas de contradictions entre la version papier et la version électronique, la première prévaut, dans sa version originale.

#### **5.1.3 Durée estimée**

*Date de début:* 01/09/2026

*Durée:* 19 Mois

#### **5.1.4 Renouvellement**

*Nombre maximal de renouvellements:* 0

#### **5.1.6 Informations générales**

*Participation réservée:* La participation n'est pas réservée.

#### **5.1.9 Critères de sélection**

*Sources des critères de sélection:* Avis

*Critère:* Effectif moyen annuel

*Description:* 1/ PRESENTATION DES CANDIDATURES : Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature: — le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent. — le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent. Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> — la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente. — les attestations de régularité fiscales et sociales En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit de cumuler les candidatures : - en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ; - en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et des dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. 2/Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles

par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables. CONDITIONS PARTICULIERES DE L'EXECUTION DU MARCHE : 1ERE CONDITION En raison de la teneur de la prestation, il est précisé que le titulaire du marché, objet du présent avis, ne pourra se voir attribuer les marchés qui, par leur objet, seraient susceptibles de créer une situation de conflit d'intérêts au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique. 2EME CONDITION : Certains travaux et/ou prestations de l'accord-cadre réalisés sont soumis au respect des prescriptions de sécurité informatique relatives aux systèmes d'informations sensibles décrites dans le document « Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte – Déclinaison en règles de sécurité informatique ». Ces prescriptions de sécurité s'appliquent également aux entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ainsi qu'aux sous-traitants pressentis par les candidats à l'accord-cadre. 3EME CONDITION : Certains travaux et/ou prestations de l'accord-cadre sont susceptibles d'être soumis aux règles relatives au contrôle des exportations nationales, européennes ou internationales y compris la réglementation américaine International Traffic in Arms Regulations « ITAR ».

**Critère:** Autres exigences économiques ou financières

*Description:* Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque cotraitant, comprenant entre autres : - les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; pour information un extrait-K-bis ou équivalent - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant ; - le chiffre d'affaire global et le CA concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, ainsi que le nombre total de salariés de l'entreprise candidate; - les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi; Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. La sous-traitance totale est interdite.

**Critère:** Références sur des services spécifiés

*Description:* La sélection des candidats se fera sur les critères suivants : - Maîtrise de la réalisation de prestations de métrologie multi-domaines et radioprotection (maintenance préventive, vérification et étalonnage, maintenance corrective) et expérience comparable. L'atteinte de ces critères sera démontrée par les dossiers listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) doit présenter : - l'organisation pressentie et le montage industriel pour ce type de prestation, avec le cas échéant l'organisation au sein du groupement et/ou la démonstration de sa capacité à maîtriser la sous-traitance ; - les ressources dont elle dispose afin de mener à bien les prestations : moyens humains, moyens matériels et organisation qualité dans la maintenance des équipements des principaux domaines techniques concernés et l'organisation logistique dans des volumétries annuelles, -les moyens matériels ; - l'organisation et la qualité (procédures, assurance qualité, certifications ou qualifications en cours de validité) ; - les mesures de cyber sécurité mises en œuvre pour le maintien en condition de sécurité des systèmes et installations de la société, de même que dans ses "procédés" - un dossier précis et détaillé des références (au cours des 5 dernières années) de l'entreprise et/ou de l'établissement susceptible d'intervenir, concernant des opérations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeu. Devront notamment être précisés : la nature du projet, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet. - accréditation — Cofrac ou EA-MLA (European Accreditation — Mutual List Agreement) ou équivalent dans les principaux domaines techniques concernés. En cas d'absence de certificat ou de certificat ne correspondant pas au domaine technique concerné requis, le candidat remettra les éléments démontrant une organisation répondant aux exigences de la norme ISO17025. Le candidat doit, a minima, posséder une accréditation Cofrac pour un de ses propres laboratoires dans l'un des domaines techniques concernés. Chaque candidat précisera quels sont les domaines techniques pour lesquels

il assure la prestation en direct et ceux pour lesquels les prestations seront sous-traitées. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. Quelques équipements spécifiques (~50) seront impérativement vérifiés par le constructeur.

**Critère:** Sécurité pour traiter, stocker et transmettre des informations classifiées

**Description:** PROTECTION DU SECRET Cet accord-cadre est un accord-cadre « Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Ce accord-cadre donne accès à des informations et/ou supports classifiés (ISC) intéressant la défense nationale. Il ne nécessite pas la détention d'ISC « Secret » par le titulaire. En conséquence, le dossier de candidature doit contenir sous enveloppe séparée : - soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité ou une attestation d'avis de sécurité en cas de changement d'autorité d'habilitation, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation, - soit une demande d'habilitation (pour tout renseignement contacter l'OS en lui précisant la référence de dossier B25-07888). Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit accord-cadre. Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent accord-cadre et donc à sa candidature. Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation d'une habilitation appropriée délivrée par l'agence nationale de sécurité de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations et/ou supports classifiés avec la France.

#### **5.1.12 Conditions du marché public**

**Conditions de présentation:**

**Indication obligatoire de la sous-traitance:** La part du marché que le soumissionnaire a l'intention de sous-traiter

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées:** français

**Variante:** Non autorisée

**Date limite de réception des demandes de participation:** 14/11/2025 12:00 +01:00

**Conditions du marché:**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés:** Non

**Conditions relatives à l'exécution du contrat:** -

**Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:** En cas de groupement, celui-ci devra revêtir la forme de groupement momentané d'entreprises solidaires (GMES) ou conjoint (GMEC) avec solidarité du mandataire.

**Montage financier:** -

**Sous-traitance:**

Le contractant doit indiquer tout changement de sous-traitant(s) au cours de l'exécution du marché.

#### **5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre:**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Nombre maximal de participants:** 1

#### **5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Informations relatives aux délais de recours:** Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité

appropriées. Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Toulouse (France) [greffe.ta-toulouse@juradm.fr](mailto:greffe.ta-toulouse@juradm.fr) +330562735757

## 8 Organisations

---

### 8.1 ORG-0001

*Nom officiel:* COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - GRAMAT

*Numéro d'enregistrement:* 77568501900603

*Adresse postale:* Route de Reilhac

*Ville:* GRAMAT

*Code postal:* 46500

*Subdivision pays (NUTS):* Lot (FRJ25)

*Pays:* France

*Adresse électronique:* [magali.dudel@cea.fr](mailto:magali.dudel@cea.fr)

*Téléphone:* 0565105482

*Adresse internet:* <https://www.cea.fr/>

*Profil de l'acheteur:* <https://www.marches-publics.gouv.fr>

*Rôles de cette organisation:*

*Acheteur*

### Informations relatives à l'avis

---

*Identifiant/version de l'avis:* d1850daf-073a-4b1a-882b-e744aa840228 - 01

*Type de formulaire:* Mise en concurrence

*Type d'avis:* Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

*Date d'envoi de l'avis:* 13/10/2025 07:13 +00:00

*Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible:* français